



## Décision individuelle N° 2020-237

**Pétitionnaire :** GARNIER Patrice

**Adresse :** Les Laves, hameau de Barels 06470 GUILLAUMES

**Nature de la demande :** travaux en cœur de Parc national (opérations de restauration, de conservation, d'entretien ou de mise en valeur d'éléments du patrimoine historique ou culturel)

**Intitulé du projet :** réfection d'un mur en pierres sèches

**Localisation :** parcelle cadastrée n°384 section A, commune de Guillaumes

**La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur et l'annexe 3,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 24 août 2020,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 par Monsieur et Madame GARNIER, propriétaires au hameau de Barels,

**Considérant** que cette demande est conforme aux règles particulières applicables aux travaux définies dans l'annexe 3 de la charte à savoir « *[maçonnerie, murs enduits] Lorsqu'ils sont de facture traditionnelle, la reprise est effectuée avec les techniques originelles* »,

**Considérant** la nécessité d'encadrer les modalités d'exécution des travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Monsieur et Madame GARNIER Patrice sont autorisés aux conditions définies ci-après à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national, en bordure de parcelle cadastrée n°384 section A, commune de Guillaumes.

Les travaux consistent en une reprise intégrale d'un mur de soutènement.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le bénéficiaire est tenu de prévenir le service territorial concerné du Parc national du Mercantour, de la date début effective des travaux, au moins 5 jours ouvrés auparavant, par mail ou contact téléphonique.

Contacts :

chef de S.T : DENTZ Clémentine ([clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr](mailto:clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : LOIREAU Jean-Noël ([jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr](mailto:jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.93.05.59.43

2.2. La reconstruction du mur sera réalisée selon la technique de la maçonnerie à pierres sèches et crues, exclusivement à partir des matériaux issus de la déconstruction du mur pré-existant. Aucun mortier liant n'est autorisé.

2.3 Le chantiers et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Les éventuels déchets devront être collectés et évacués en-dehors du cœur vers les installations de traitement autorisées.

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente, jusqu'au 31 octobre 2020.

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 août 2020

La directrice  
du Parc national du Mercantour



**Aline COMEAU**

Copies :  
- service territorial Haut-Var

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.